

ÉDITO

Qu'en est-il de la perception d'un recul de l'Occident et d'un déclassement de la France ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Ce sujet a été sous-jacent dans les débats de la dernière campagne électorale et je crois qu'il est tout-à-fait d'actualité à l'aube du deuxième quinquennat du président Macron. Il s'agit en réalité de deux questions distinctes, toutefois liées entre elles car la France fait évidemment partie du monde occidental, même si elle cherche à jouer un rôle original.

1 / S'agissant de l'idée selon laquelle nous sommes d'ores et déjà entrés dans une « ère post-occidentale », il convient d'abord de rappeler que la domination des pays occidentaux dans le monde ne date que d'un peu plus de deux siècles, résultat de leur révolution industrielle dès la fin du XVIII^e siècle, de leur expansion coloniale au XIX^e, de la puissance de leurs économies et de leur domination politique et culturelle.

Nous avons certes connu, à partir de la Seconde Guerre mondiale, un monde bipolaire dominé par les Etats-Unis et l'Union Soviétique ; mais à partir de 1991 et la fin de l'URSS, l'hyperpuissance américaine – leader du monde occidental - a été pendant près de 30 ans ce qu'on a appelé le « gendarme du monde ».

Toutefois la crise financière de 2008, l'émergence des « tigres » asiatiques et notamment de

la Chine, la montée d'une contestation islamiste, la pression démographique de l'Afrique sur l'Europe, le retour d'ambitions impériales de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, ainsi que les difficultés de la construction européenne ont fait que « notre monde » a été progressivement bouleversé et que nous avons aujourd'hui le sentiment de ne plus en être tout-à-fait le maître.

Et c'est un fait : les Etats-Unis, dont le PNB représentait en 1945 la moitié de celui de la planète, n'en représente aujourd'hui plus que le quart. C'est un pays fracturé sur les plans politique et social, avec un problème racial lancinant. Après ses interventions ratées au Moyen-Orient (en Afghanistan et en Irak), il est en outre tenté par un certain repli sur soi. Surtout, il craint la concurrence de la Chine, qui lui conteste ouvertement sa suprématie.

Ce désengagement relatif des Etats-Unis a amené d'anciens empires – la Chine, la Russie, la Turquie et l'Iran – à ne plus hésiter à tenter de prendre leur revanche sur le passé :

- La Chine à Hong Kong, en Mer de Chine, demain à Taïwan ?
- La Russie en Géorgie, en Crimée, en Syrie, en Libye, en Asie centrale (cf son intervention au Kazakhstan), en Afrique (notamment en Centrafrique et au Mali), aujourd'hui en Ukraine ;
- La Turquie en Irak, en Syrie, en Méditerranée orientale, en Libye, en Arménie, en Asie centrale (les pays turcophones) et en Afrique ;
- L'Iran, depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003, a considérablement développé son influence dans quatre pays arabes du Moyen-Orient (Irak, Syrie, Liban, Yémen).

Par ailleurs, le système international est aujourd'hui bloqué du fait du recours fréquent par certains pays – notamment la Russie – à leur droit de veto au Conseil de Sécurité, ce qui empêche les

Nations Unies de jouer leur rôle de garant de la norme internationale (qui a été – reconnaissons-le – largement définie par les Occidentaux).

La Chine, qui est désormais la deuxième économie du monde et qui constitue de facto l'usine de la planète, joue dorénavant ses cartes sans vergogne, en misant sur l'interdépendance des économies qui la rend difficilement contournable. Elle conteste ouvertement les valeurs occidentales et se présente en modèle alternatif au système jusqu'à présent dominé par l'Ouest. Elle bénéficie sur ce point du soutien de la Russie pour former un axe Moscou-Pékin contestataire de « l'ordre occidental ».

Quant aux Européens, ils représentent certes toujours le premier marché mondial, mais ils sont divisés, désarmés pour la plupart et ils connaissent des problèmes démographiques et d'immigration. Ils continuent en réalité de vouloir s'abriter sous le parapluie américain.

La France pour sa part n'a plus l'aura qu'elle avait récupérée avec le général de Gaulle. Elle demeure certes un leader politique de l'Europe, mais les sentiments anti-français se sont développés en Afrique et son influence a diminué au Moyen Orient, où elle apparaît aujourd'hui comme un pays ayant un problème avec l'Islam.



2 / Cette image sombre d'un Occident en perte de vitesse doit cependant être nuancée.

En effet, le monde occidental, s'il est de plus en plus minoritaire sur le plan démographique, reste encore dominant sur les plans économique, technologique, politique et culturel. Il est certes contesté, mais demeure une référence pour le monde.

Par ailleurs, dans la dernière période, tant la crise du Covid que la guerre en Ukraine paraissent avoir réveillé à la fois les Etats-Unis, l'OTAN et l'Europe. C'est en effet parfois dans l'épreuve que les démocraties trouvent le ressort pour réagir et défendre leur modèle. Comment expliquer ce sur-saut apparent ?

- D'abord par la pression accrue dans nos sociétés des opinions publiques sur la gestion des crises. Face à la pandémie, les populations occidentales ont accepté des sacrifices que l'on ne soupçonnait pas, montrant une volonté collective de solidarité sociale. Les démocraties de l'Ouest se sont avérées en général efficaces et soucieuses de préserver leur modèle. Dans la guerre en Ukraine, les atrocités russes ont conduit les opinions publiques à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils prennent des sanctions exemplaires contre Moscou, en dépit du souhait légitime des autorités de prendre en compte aussi les intérêts économiques en jeu. Naturellement, la propagande russe a essayé de justifier l'opération de Poutine en rappelant les interventions occidentales en Libye, au Kosovo ou en Irak. Cela n'est d'ailleurs pas totalement faux, mais les erreurs passées des Occidentaux – notamment des Américains – ne justifient en aucune façon l'agression actuelle en Ukraine. Il est toutefois exact que les pays du Sud sont, dans ce cas précis, restés largement neutres pour différentes raisons : soit parce qu'ils ne se sentent pas directement concernés, soit parce qu'ils critiquent la politique du « deux poids deux mesures » des Occidentaux (qui n'est pas fautive s'agissant par exemple du conflit israélo-palestinien), soit en raison d'intérêts économiques (comme l'Arabie Saoudite du fait de

sa coopération pétrolière avec la Russie). Les pays occidentaux – poussés par leurs opinions publiques – ont donc montré une certaine unité face à l'agression russe en Ukraine, même s'il faut reconnaître qu'ils n'ont pas réellement réussi à convaincre les pays du Sud.

- En raison du désengagement relatif américain, l'Europe est en tout cas obligée de songer enfin à développer ses capacités de défense et à renforcer son autonomie stratégique dans le domaine de l'énergie, mais aussi de certains secteurs sensibles comme la santé ou le numérique. Toutefois cet objectif ne sera pas facile à atteindre, car certains pays sont plus dépendants que d'autres des hydrocarbures russes, notamment du gaz. D'autre part, les pays européens sont – comme les Etats-Unis d'ailleurs – très interdépendants avec la Chine sur les plans industriel et financier, ce qui limite leurs moyens d'action vis-à-vis de Pékin. Enfin, si l'axe franco-allemand est incontournable pour faire avancer l'Europe, il n'en reste pas moins que nous avons avec Berlin des différends réels sur des sujets aussi importants que le nucléaire, la gestion des dettes et les modalités de la défense européenne.

- Les Etats-Unis sont paradoxalement les principaux bénéficiaires de la situation actuelle, car ils ne dépendent pas des hydrocarbures russes et qu'au contraire ils ont là une opportunité pour accroître leurs exportations vers l'Europe. Par ailleurs, l'agressivité russe pousse les pays est-européens à se rapprocher de Washington dont ils recherchent plus que jamais la protection. Il faut toutefois être conscient que l'administration Biden est très contestée à l'intérieur et que l'économie américaine commence à connaître des difficultés.

- La Chine, elle, agit jusqu'à présent avec une certaine prudence. Si l'opération russe en Ukraine avait réussi, elle aurait probablement fait de même à Taïwan. Mais la résistance ukrainienne, le discrédit de l'allié russe, la forte réaction des Occidentaux, la nouvelle justification donnée à l'OTAN et la relance de la dynamique européenne conduisent

Pékin à préserver en priorité ses intérêts économiques, car son commerce avec l'Ouest est sans commune mesure avec celui existant avec Moscou. Il reste cependant à mesurer l'ampleur du ralentissement économique chinois du fait du Covid et l'impact éventuel de la contestation populaire du confinement imposé par le régime de Pékin.

- La Russie de son côté devrait être la grande perdante de son aventure en Ukraine, sur les plans politique, moral, militaire et économique. Les calculs de Poutine se sont avérés faux et coûteront cher à la Russie. En outre, elle dépendra de plus en plus de son allié chinois, dont on sait qu'il ne fait pas de cadeau et a une mémoire longue s'agissant des territoires perdus au XIXème siècle...

- Toutefois il doit être clair que les sanctions occidentales vont entraîner également une fragmentation du monde globalisé, créant sans doute des blocs régionaux, qui vont remettre en cause certains fondamentaux du commerce international comme le rôle du dollar ou les mécanismes de régulation financière comme SWIFT, qui sont aujourd'hui des éléments importants de la domination occidentale.

En conclusion, je dirais que les crises du Covid et de l'Ukraine vont accélérer les changements en cours des équilibres internationaux, en rendant d'actualité certaines questions jusqu'ici taboues : le rôle du dollar ? Une réforme en profondeur de l'OMC ? La fragmentation de la mondialisation ? L'émergence d'une Europe plus autonome ? La fin de l'exceptionnalisme chinois ? Ces questions sont aujourd'hui ouvertes.

Elles justifient certainement un nouveau rôle pour l'Europe : en effet, face à la dérive nationaliste de Poutine et à l'escalade verbale des Etats-Unis, le risque d'une 3e guerre mondiale existe. La pression américaine en soutien à l'Ukraine est certes indispensable, mais la Russie restera un pays important qu'il serait dangereux d'humilier. À un certain stade – en fonction de l'évolution sur le terrain – nous aurons donc besoin d'une Europe unie et réaliste, pour éviter un dérapage funeste et faire prévaloir la raison.

Devant cette nouvelle donne mondiale, que peut faire la France, un pays occidental qui se veut leader de l'Europe tout en préservant sa liberté d'action ? Dans le dossier ukrainien, elle peut être une puissance-pivot entre les pays européens les plus offensifs comme la Pologne et les pays baltes, et les pays plus prudents comme l'Allemagne et l'Italie.

La France conserve certes de nombreux atouts, mais souffre aussi de faiblesses structurelles qui limitent ses ambitions. Sa priorité devrait donc être de remettre de l'ordre dans ses finances et de remuscler son industrie - notamment dans les nouvelles technologies - car in fine c'est son redressement économique qui lui permettra de continuer à peser dans le nouvel ordre international. Le président Macron va donc sans aucun doute devoir affronter des choix difficiles dans un environnement intérieur et extérieur pour le moins compliqué, mais qui offre aussi des opportunités pour faire jouer un rôle utile à notre pays. Espérons que ce sera le cas ! ●



REGARD D'EXPERT

« Nous devons être un peu plus à l'écoute des Africains »

Article publié dans Le Point Afrique le 13/05/2022

Interview de Alexandre Medvedowsky



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986).

Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors

président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

Le monde est incontestablement à un tournant. Toutes les certitudes géopolitiques et géoéconomiques de ces dernières années sont en train de voler en éclats. Un nouveau monde est en train de naître autour de multiples questions de souveraineté et de volonté de renaissance de nombre de populations. Dans ce contexte, comment appréhender la relation entre la France et l'Europe avec l'Afrique ? Quels constats faut-il dresser sur la situation actuelle ? Comment trouver la bonne trajectoire pour construire ensemble si tant est que cela demeure un objectif partagé ? Grand connaisseur de l'Afrique, Alexandre Medvedowsky préside le cabinet ESL & Network ainsi que l'Observatoire de l'intelligence économique français. Sans langue de bois, il a livré au Point Afrique ses réponses.

Si vous aviez un commentaire à faire aujourd'hui de la situation en Europe et à l'international, que diriez-vous ?

La situation est extrêmement dangereuse. On est à un moment de notre histoire où la stabilité du continent européen est lourdement remise en question. L'acte d'agression de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine, un pays non-membre de l'Union européenne et de l'Otan, fait peser des menaces

extrêmement fortes sur la sécurité du continent européen et sur l'équilibre du monde. On est véritablement à un tournant du paysage géostratégique mondial, qui avait déjà évolué avec l'émergence d'une confrontation économique, politique et idéologique assez lourde entre les États-Unis et la Chine. On a pensé que le monde allait se structurer autour de cette confrontation, mais une autre configuration est en train de naître avec des risques de déséquilibres au cœur de l'Union européenne, avec toutes les répercussions et les risques de dérapages que cela peut entraîner.

Comment situez-vous la place pour la France dans ce monde en pleine recomposition ?

D'abord, un premier constat : ces dernières années, la France a vu son influence décliner à la fois à travers le monde mais aussi dans ses zones traditionnelles de rayonnement, comme le continent africain où son rôle politique, stratégique et économique est allé jusqu'à être contesté. Au sein de l'Europe, la France continue d'être un des moteurs, mais notre continent est en situation de faiblesse et de manque de cohésion forte. La guerre en Ukraine peut marquer le réveil de l'Europe. L'illustration en a été qu'au déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la France a réagi instantanément et vigoureusement par la voix de son président, qui assure également en ce moment – faut-il le rappeler – la présidence de l'Union européenne. Cette réaction rapide et unitaire est intervenue à tel point que Vladimir Poutine n'a pas su l'anticiper.

Deuxième constat : le réveil de l'Europe s'est fait sous la houlette de la France mais aussi de l'Allemagne à côté des autres pays, même si l'unanimité, qui s'est manifestée d'une façon assez forte, a aussi ses limites car il n'est pas toujours facile de mettre tout le monde d'accord sur les sanctions, notamment celles concernant

l'énergie. Cela dit, il est important de noter que l'Europe, et la France en son sein, a, d'une certaine manière, été au rendez-vous de l'Histoire.

Comment la France doit-elle procéder dans le contexte ainsi mis à jour ?

Il me vient à l'esprit de mettre en parallèle deux éléments très importants pour le changement de la conception que peut avoir la France de son rôle dans le monde et sur le continent européen.

Replaçons-nous dans la période avant la crise ukrainienne. Des concepts extrêmement forts et puissants de souveraineté économique et de souveraineté industrielle ont été portés à la fois en France au niveau des pouvoirs publics, mais aussi au niveau de l'Union européenne, sous la houlette de Thierry Breton – notamment dans l'affirmation de la nécessité d'une politique industrielle extrêmement forte. La volonté de reprendre en main notre destin, alors que le choc entre les États-Unis et la Chine continue de prendre forme sous nos yeux, a été manifeste.

En plus d'une prise de conscience économique extrêmement forte, il y a désormais une autre prise de conscience autour de la nécessité de solidarité en matière de sécurité. Sans se substituer à l'Otan, cet élan peut donner un souffle nouveau, une dimension nouvelle, à ce qu'ont été les traités d'alliance militaire entre les pays de l'Alliance atlantique ou de l'Otan, avec un cœur de stratégie au niveau de l'Europe. De ce point de vue là encore, la France a joué son rôle et ce n'est pas rien de voir l'Allemagne revenir sur sa politique de défense et décider que son armée doit renaître à travers un effort budgétaire et financier aussi important que celui annoncé de 100 milliards d'euros. Personne n'y pensait et n'y aurait cru il y a six mois. De grands connaisseurs de l'Europe et des diplomates chevronnés, comme mon collègue Jean-David Levitte, ont été estomqués par la rapidité avec laquelle l'Union européenne a réussi à se mettre d'accord en l'espace de

quelques jours après que la Russie et Vladimir Poutine ont pris la décision d'agresser l'Ukraine.

Quelles leçons tirer de tous ces constats ?

Je souhaiterais que ce type de réveil se manifeste également sur d'autres continents. Ce serait bien que l'on arrive à décliner cette reprise en main du destin de l'Europe et en particulier de la France, en politiques d'influence sur d'autres terrains. Je pense notamment à l'Afrique, où la façon dont on a agi a ouvert le flanc à la critique, une critique qui a permis à d'autres pays de s'engouffrer quand on a laissé la place. En effet, ce qui s'est passé en Afrique ces dernières années est extrêmement inquiétant. Ça l'est pour l'Afrique, mais aussi pour l'influence de la France et de l'Europe en Afrique. Et ce que je dis pour l'Afrique vaut également pour l'Asie, qui est certes un peu plus loin de chez nous, mais tient aussi un important héritage de la tradition française découlant d'une présence historique, notamment dans son flanc sud-est.

De fait, il faut absolument que l'Europe profite de ce réveil collectif et de cette unité retrouvée autour de la reprise en main de son destin pour passer à l'offensive et défendre ses idées, ses valeurs, sa place, ses économies, ses partenariats et ses composantes industrielles dans le monde entier. Les réactions à la crise ukrainienne montrent que c'est possible. Cette prise de conscience est bien une réalité. Il va falloir l'amplifier et la décliner.

Comment voyez-vous l'architecture des relations intra-européennes, mais aussi de celles avec les autres continents, notamment l'Afrique ?

Quand on est chez nous, en Europe, on voit bien ce qu'il faut faire. Au-delà de la cohésion, de l'unité, de la défense commune, des politiques industrielles communes, il y a la nécessité de défendre nos technologies en nous positionnant sur celles dont on a besoin et que l'on a perdues, ainsi qu'en promouvant des politiques de relocalisation.

Avec les autres continents, on ne peut pas agir seul. Si nous avons une vision impérialiste – les Africains emploient souvent le terme « colonialiste » – de nos rapports avec eux, on reproduira ce que l'on nous reproche aujourd'hui et les situations de faiblesse dans lesquelles nous nous trouvons.

Je suis assez frappé de voir combien l'Afrique nous reproche de ne pas avoir compris qu'elle avait changé. Le grand problème, c'est que, quand nous sommes présents, nous le sommes mal car de nouveau en train d'expliquer aux Africains ce qu'il faut qu'ils fassent plutôt que d'avoir une attitude de partenaires. Il faut en effet avoir conscience d'une chose : les Africains n'attendent pas que des entreprises françaises s'installent chez eux pour leur expliquer comment ça fonctionne et comment ça marche.

Autre point important : la nécessité de prendre en considération le développement du contenu local. J'ai constaté qu'à chaque fois que nous intervenons aux côtés d'entreprises françaises aux quatre coins de la planète pour obtenir des marchés, des discussions et des négociations sur la part locale ont été abordées. C'est le cas dans des pays européens, en Asie, en Amérique du Nord ainsi qu'en Amérique latine. C'est en revanche assez peu le cas en Afrique. On observe certes un frémissement en la matière dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Maroc, la Tunisie ou l'Algérie, mais un bon bout de chemin reste à faire. Globalement, il nous est souvent reproché de vouloir venir faire des affaires, mais de ne pas investir. Et, quand nous investissons, nous le faisons trop lentement, contrairement aux Chinois qui arrivent tout de suite, ouvrent leur chéquier et financent.

De fait, nous travaillons à aider nos clients à adopter la même démarche, même si, pour beaucoup, l'Afrique est considérée comme un continent plus risqué que d'autres. Pourtant, cela est faux. Il n'y a pas plus d'instabilité économique en Afrique qu'il y en a aux quatre coins de la planète. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de risques en Afrique, il y en a plein ; mais ce sont des risques fiscaux, des risques politiques, des risques de réputation. Mais les entreprises françaises qui y travaillent depuis longtemps considèrent qu'elles y gagnent très bien leur vie. Cela contribue à changer progressivement les états d'esprit. L'illustration en est qu'aujourd'hui, vous avez de plus en plus de fonds d'investissement qui acceptent d'aller en Afrique, ce qui n'était pas envisageable il y a cinq ans. Ainsi, un fonds comme Wendel en France a maintenant accepté d'aller investir en Afrique, et Ardian, qui ne l'envisageait pas du tout il y a quelques années, y réfléchit à ma connaissance.

Sur la question de l'architecture économique, il y a un sujet important : celui des agences de coopération telles que l'Agence française de développement (AFD). Par rapport aux agences améri-

caines, chinoises ou encore la GIZ allemande, qui disposent de moyens colossaux, l'AFD est handicapée par la bureaucratie. Cela ne l'empêche pas de progresser en faisant de son mieux, mais quand même...

Sur le plan politique et culturel, nous avons des défauts souvent rédhibitoires pour les Africains. Il faut rappeler que nous leur expliquons souvent qu'il ne faut pas qu'ils viennent chez nous, qu'ils n'y ont pas de place, qu'on ne va pas leur délivrer de visa, que leurs enfants n'ont qu'à aller faire leurs études ailleurs, etc. Le résultat, c'est la constitution d'un sentiment de rejet, un sentiment anti-français, dont le cas du Mali est une parfaite illustration.

À cela il faut ajouter une incohérence dans l'appréciation des situations politiques d'un pays à un autre, notamment autour de leur nature plus ou moins autoritaire et du regard que l'on pose sur leurs institutions. Cette hésitation permanente entre un pragmatisme visant à ne « pas déstabiliser des zones géographiques », et la volonté de donner des leçons à partir du prisme de nos démocraties occidentales, est véritablement problématique.

J'aimerais surtout qu'on ait un président de la République qui aime l'Afrique, qui ait envie d'y consacrer du temps et de la découvrir. Les vrais chefs d'État qui ont eu une bonne image en Afrique sont ceux qui ont su faire des tournées africaines de sept ou huit jours, pour prendre leur temps. C'est vrai que c'est compliqué dans le monde actuel pour un chef d'État mais cette présence physique et politique est importante. Pour constater combien la situation actuelle est délicate, les choses se passent comme s'il y avait de moins en moins de spécialistes de l'Afrique dans la sphère gouvernementale. C'est un vrai problème, car les Africains ressentent fortement cette distance prise par les politiques français vis-à-vis de l'Afrique.



Ne sentez-vous pas monter le discours « l'Afrique, c'est cause perdue, au revoir le Mali, la Centrafrique, le Burkina Faso ; la France et ses entreprises sont perdantes en Afrique » ? Entre les droits de l'homme et ce principe de pragmatisme, que faire ?

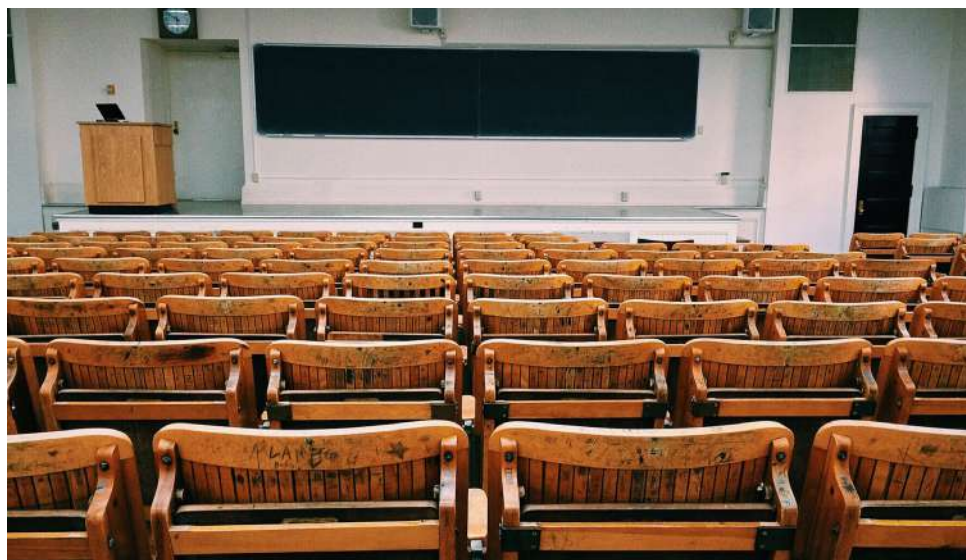
Nous ne sommes pas bloqués entre les deux. Je pense que nous devons faire des choix. Notre position et notre attitude ne doivent pas être les mêmes partout sur le continent africain car nous devons être un peu plus à l'écoute des Africains. Ce n'est pas la même chose d'être dans un pays où l'on est attendu à un moment donné pour dire des choses fortes, et dans un pays où l'on dit des choses fortes alors que personne ne nous les a demandées ; ce n'est pas tout à fait la même chose.

Cela nous amène à un pays comme le Mali, où l'on s'interroge sur l'opération Barkhane...

La question qui est posée est de savoir si l'intervention au Mali était une bonne intervention. Je pense que oui, et ce, d'autant plus qu'elle était attendue par les Maliens. Cela dit, si l'intervention de la force Barkhane s'était accompagnée d'une politique de développement économique, de soutien, d'investissement et d'éducation, peut-être que les Maliens aujourd'hui applaudiraient et auraient demandé à Barkhane de rester. Ainsi, quand je discute avec le général Castres, qui connaît très bien le problème pour avoir été sous-chef d'état-major « Opérations » à l'État-major des armées lors du lancement de Serval et Barkhane, il me répond que le Mali ne pouvait pas être qu'une opération militaire.

Alors, que faire ?

De mon point de vue, il faut mettre en place une autre politique africaine, une politique africaine de la France qui n'existe pas aujourd'hui.



Au regard de ces constats, je dis que, si le champ des choses à faire est vaste, il n'est pas impossible pour autant. Je pense qu'il faut passer par plusieurs canaux d'actions pour reconsidérer et faire remonter l'estime de la France, des Français et des politiques français vis-à-vis de l'Afrique.

Le sommet Union européenne - Union africaine qui s'est fixé comme objectif d'organiser « une interdépendance équilibrée » induit-il que la politique africaine de la France s'insère dans un ensemble plus large ?

Je pense que oui, car cela donne plus de moyens de mener des politiques efficaces. L'addition des moyens des différentes agences de coopération des pays européens ne peut qu'accroître leur efficacité. Il faut ensuite que l'Europe prenne conscience que, si elle veut avoir de meilleurs succès en la matière, elle doit être plus active sur les terrains extérieurs, notamment en Afrique. C'est indispensable dans le cadre d'un dialogue nord-sud ou dans le cadre de la verticale Afrique-Méditerranée dont a parlé il y a déjà longtemps Jean-Louis Guigou.

Pour revenir à la France, quels sont les chantiers qui la challengent actuellement et sur lesquels elle doit mieux s'investir ?

L'une des portes d'entrée à prendre en considération est l'éducation. Elle a été pour la France un des atouts d'influence dans le monde. Malheureusement, depuis de nombreuses années, les crédits des lycées et écoles françaises sont en chute. Ces établissements ont de moins en moins de moyens pour fonctionner. Non seulement on n'en ouvre plus, mais on a plutôt tendance à en fermer quelques-uns. En lâchant petit bout par petit bout, on rogne une partie de la réputation de la France et de la formation des jeunes dans ce pays. Et je ne parle pas de l'enseignement supérieur, où l'on refuse des visas à des étudiants qui veulent faire

leur troisième cycle en France. Résultat : la majeure partie d'entre eux vont en Angleterre, au Canada, aux États-Unis, en Russie, en Chine, en Turquie, etc. Il y a un vrai raté en termes d'ouverture, avec des dégâts importants. La dernière illustration en a été ce qui s'est passé avec les pays d'Afrique du Nord à propos des restrictions de visas. L'effet de rejet a été immédiat avec toutes les conséquences dommageables que cela entraîne.

Autre sujet sur lequel nous devons travailler car nous y avons perdu du terrain : celui de la francophonie. Celle-ci a été malheureusement abandonnée depuis au moins deux ou trois mandats présidentiels. On ne parle plus de la francophonie ! Les sommets francophones sont des sommets de rencontre des chefs d'État. J'en sais quelque chose puisque c'est mon cabinet qui a aidé à organiser les deux derniers, à Madagascar et en Arménie. Donner un contenu économique à ces sommets serait un « plus » apprécié des chefs d'entreprise et des patronats des différents pays francophones. J'ajoute un autre front à prendre en considération : celui du charity, c'est-à-dire de l'aide. Ces dernières années, des pays comme le Qatar, la Turquie, les États-Unis ou l'Angleterre ont développé des programmes très importants de charity par le biais de fondations, apportant de l'argent pour nuancer des programmes éducatifs, culturels et sociaux dans nombre de pays africains. La question que nous devons nous poser est de savoir ce que nous faisons en ce domaine. Quels sont les outils que nous mobilisons pour être à la hauteur de ce défi ? Ma crainte est que nous n'ayons pas réfléchi à l'impact de ces politiques de charity à l'endroit des populations démunies, défavorisées, qui n'ont pas de quoi éduquer leurs enfants ni de quoi les nourrir. Je pense qu'il faut absolument déployer des initiatives à partir de décisions du gouvernement, de l'État français, mais aussi d'entreprises comme Total ou Orange, très présentes en Afrique et qui pourraient, à travers des fondations privées soutenues par l'État, s'impliquer dans des programmes de charity.

Dernier point, et pas des moindres : l'information. Ce point est fondamental et conduit à se poser au moins une question essentielle : comment se fait-il que nous dépensons autant d'argent public vers l'information et que cela ne serve pas les intérêts de notre pays ? L'exemple d'Al-Jazeera et du Qatar est édifiant à cet égard. Je ne dis pas que c'est le bon modèle, mais quand même... Un petit pays comme le Qatar, avec une population de 250 000 à 300 000 habitants, a réussi à mettre en place un outil d'information physique par les chaînes de télévision, Al-Jazeera, et digital, avec AJ+. Il a mis en place un outil d'influence mondiale qui a contribué à l'émergence du Printemps arabe et exerce une influence sur les opinions publiques de nombre de pays. Maintenant, Al-Jazeera est diffusée à peu près partout dans le monde et est présente sur les réseaux sociaux. De la Californie à l'Amérique latine, elle est devenue un média qui compte et ils s'intéressent à l'espace francophone.

Pour revenir à la France, l'un des enjeux du prochain quinquennat est de savoir si nous voulons vraiment avoir une politique de Soft power à la hauteur de nos ambitions. Cela nécessite une forte volonté politique ●

REGARD D'EXPERT

L'appellation d'une femme nommée à Matignon pose question

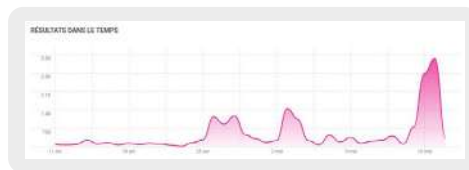
Par **Pauline Cabanas**



Diplômée du Master Management de la communication du CELSA et d'un master en droit public communautaire et européen, Pauline s'est spécialisée dans la communication corporate dans un cabinet de conseil expert en reporting intégré et RSE. Passionnée par les problématiques d'influence, les relations publiques et les raisonnements bien ficelés, Pauline rejoint Antidox en 2021 en tant que Consultante.

terme femme, révèlent au moins deux corrélations ces dernières semaines.

Le premier correspond aux premières rumeurs et évocations de noms pour ce poste-là, suite à la réélection d'Emmanuel Macron. Le 26 avril, plus d'1K de mentions associent ces deux termes.



Le terrain avait en effet largement été préparé plusieurs jours avant sa nomination. Le 25 avril, Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes invité sur BFMTV, confirme que le souhait du chef de l'Etat est d'avoir une femme à la tête du prochain gouvernement. Emmanuel Macron avait en effet déjà insisté, lors d'une interview sur France Inter, dans l'entre deux tours, sur la possible nomination d'une première ministre s'il était réélu. A noter que ce souhait n'est pas nouveau, puisqu'en 2017, Emmanuel Macron l'avait déjà évoqué, sans passer le pas :



Le deuxième pic correspond à sa nomination le 16 mai.



L'impression que les médias et les réseaux sociaux insistent sur le fait que ce soit une femme qui soit nommée, est bien une réalité, comme le démontre le nuage de mot suivant. Le terme femme est rattaché à "Borne", "Elisabeth", "Macron" et "ministre", ce spectre confirme qu'il est très largement au coeur des conversations relatives à la nomination d'Elisabeth Borne sur le digital :



Ce bruit qui courait et s'est avéré juste, pourrait être interprété de plusieurs manières. C'est un fait rare, il est donc naturellement mis en lumière pour cette seule raison. Il suscite une attention particulière, parce qu'en France, bien que la politique soit un domaine qui se féminise, elle reste encore largement dominée par les hommes. Elle cristallise les débats sur la place de la femme de manière plus générale et crée donc un appel d'air. Il rappelle peut-être également que c'est la société française dans son ensemble, qui n'est pas encore complètement prête à accepter des femmes aux postes les plus élevés de l'Etat.

Sur le fond, le cœur des discussions sur le sujet analysé révèlent qu'effectivement, la nomination d'une première ministre ne va pas de soi et que toutes les raisons citées précédemment sont valables. Historiquement parlant, la seule expérience passée d'une femme à ce poste, est jalonnée d'actes sexistes caractérisés. Et, sociologiquement parlant, l'utilisation du terme femme, montre que la place de cette dernière au sein de la société française évolue, tout en soulignant le chemin qu'il reste encore à parcourir.

L'appellation d'une femme nommée à Matignon pose question

Après avoir laissé planer le doute 3 semaines durant, Emmanuel Macron a finalement nommé le lundi 16 mai Elisabeth Borne au poste de premier ministre. Rien n'étant laissé au hasard, il est intéressant de noter qu'elle a immédiatement été félicitée par le chef de l'Etat soulignant l'appellation « Madame la Première ministre » :



L'information est claire : une femme dirigera le gouvernement depuis Matignon. Les références aux termes « femme », « Edith Cresson », et les oppositions sur le terme « Premier ministre » vs. « Première ministre » sont notables. Le fait qu'elle soit une femme occupe visiblement les esprits, le terme atteignant des pics de mention à 63K et 73K, les 16 et 17 mai.

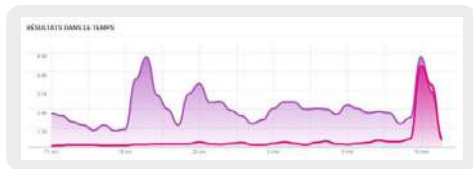
La nomination d'une femme à Matignon crée du remous

Une comparaison entre les courbes d'audience des termes premier ou première ministre avec le

Faut-il dire Madame la première ministre ou Monsieur le premier ministre ? Cette question n'est pas anodine puisqu'en son temps, Edith Cresson avait demandé, pour être traitée à l'égal des hommes, à être appelée Madame le Premier Ministre. A l'époque, c'était un marqueur fort pour effacer la question du genre face à celle de la fonction, des compétences et du mérite.

L'Académie française dans un rapport publié en 2019, sur la féminisation des noms de métiers et de fonctions, reconnu que la langue française devait s'adapter aux évolutions de la place des femmes au sein de la société. Elle confirme qu'il n'existe « aucun obstacle de principe à la féminisation des noms de métiers et de professions » et que l'usage des termes féminisés est aujourd'hui volontairement utilisé pour marquer cette égalité de traitement avec les hommes. Si cela paraissait « normal » en 1991 de nommer une femme Madame le premier ministre, il n'y a désormais plus rien de commun en 2022, à utiliser une telle expression à l'égard d'une femme.

Comme le montre les deux courbes, le pic de mentions entre le 16 et 17 mai pour les deux termes sont quasiment à égalité :



La courbe représentative des termes « premier ministre » est en partie composée des retombées liées au départ de Jean Castex, mais, il est à d'autres égards, directement appliqué à Elisabeth Borne, et volontairement utilisé comme un marqueur politique par certains :

Anne Hidalgo (PS) et Julien Bayou (EELV), utilisent comme le Chef de l'Etat le terme de première ministre



Valérie Pécresse (LR), Eric Zemmour (Reconquête), Marine Le Pen (RN) n'hésitent pas à employer le terme de premier ministre à son égard



Si le terme de femme est donc bien mis en avant dans les discussions sur les réseaux sociaux et la presse, la question de ses compétences est sans nul doute également largement abordée. Reste qu'insister lourdement dessus pourrait aussi s'apparenter à une recherche d'arguments pour prouver sa légitimité pour le poste. Tout comme la référence aux autres femmes politiques ayant dirigé des gouvernements telles que Margaret Thatcher ou Angela Merkel. Depuis l'étranger, le traitement sur Twitter notamment met en avant l'aspect symbolique de sa nomination, le fait qu'en France, c'est la première femme nommée à ce poste depuis 30ans, pour marquer le progrès réalisé.

Faire référence à la seule femme première ministre fait consensus

Il faut faire appel à notre mémoire pour se rappeler quand, une femme, a occupé à un tel poste, il y a 31 ans. Edith Cresson est nommée par François Mitterrand en 1991 et reste 11 mois au gouvernement, qu'elle quitte très vite en raison principalement de nombreuses attaques sexistes de la part de la classe politique et des médias.



Plusieurs éléments expliquent ce pic de mentions. Les propos sont clairs sur l'expérience d'Edith Cresson et le sexisme dont elle a fait l'objet, montrant qu'aujourd'hui, les comportements qui ont eu cours en 1991 à son égard n'ont ou ne doivent plus, a priori avoir cours. Il y a fort à parier que la sphère digitale sera acerbée, comme elle a pu l'être par exemple à l'encontre de M. Darmanin en février dernier lors de son interview face à Apolline de Malherbe sur BFMTV.

A ce nombre important d'évocations d'Edith Cresson qui s'explique statistiquement, étant la seule référence, s'ajoute le choix d'Elisabeth Borne de la citer dans son discours de passation de pouvoir : « Je suis évidemment très émue ce soir et je ne peux pas m'empêcher d'avoir une pensée pour la première femme qui a occupé ces fonctions, Edith Cresson ». A laquelle Edith Cresson a répondu en disant être « très touchée » avant d'indiquer que sa nomination est « un très bon choix, parce que c'est une personne remarquable, pas parce que c'est une femme »

Laissons le mot de la conclusion à celle qui a donc précédé Elisabeth Borne, il lui faudra sans doute « beaucoup de courage » ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.